

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris. Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Amsterdam ou Moscou (*Amédée Dumois*). — L'Internationale Communiste et l'Organisation des Syndicats (*G. Zinoviev*). — Les Ouvriers ont-ils intérêt à augmenter la production ? (*W.-F. Watson*).

Extrémisme et Opportunisme (*L. Révo*). — Le Groupement international des techniciens (*J. Travaux*). — Comité de la 3^e Internationale. — Documents divers, etc., etc.

Amsterdam ou Moscou

L'Internationale a publié le 11 août un appel adressé de Moscou aux syndicalistes révolutionnaires du monde entier par un certain nombre de délégués au Congrès constitutif de l'Internationale des syndicats rouges. Ces délégués sont ceux qui, dans la discussion, s'étaient opposés à toute liaison organique entre l'Internationale syndicale et l'Internationale communiste. Les plus connus sont Henri Sirolle, délégué français ; Bowman, du Secrétariat national du Travail hollandais ; Andréychine, délégué américain et le vieux syndicaliste anglais Tom Mann ; tous, à l'exception de Tom Mann (qui fut, il y a trente ans avec Keir Hardie, l'un des fondateurs de l'*Independent Labour Party*, sont fortement imprégnés d'esprit libertaire et nourrissent à l'égard des partis politiques, fussent-ils même communistes, d'ombrageuses défiances, des préventions tenaces. L'appel au bas duquel ils ont apposé leur signature n'en est que plus appréciable, étant plus significatif,

Ils reconnaissent que leur thèse, qui est celle de l'*indépendance absolue* du syndicalisme, n'a pas triomphé à Moscou. Elle a été repoussée par une majorité de prolétariats qui possèdent, est-il dit en passant, « une haute valeur révolutionnaire » et dont les signataires de l'appel ne se sentent séparés que « par une différente interprétation de certains aspects de la lutte. »

Mais ces divergences d'interprétation autorisent-elles les syndicalistes révolutionnaires à ériger, en face de l'Internationale de Moscou une Internationale nouvelle qui, pratiquement, ne se distinguerait de celle de Moscou que par le fait qu'elle ignorerait — ou ferait semblant d'ignorer — l'Internationale communiste, aussi complètement que notre C. G. T. d'avant-

guerre ignorait le Parti socialiste ? Sirolle et ses amis ne le pensent pas : « La division des syndicalistes révolutionnaires en deux Internationales, disent-ils, serait un crime contre le prolétariat universel ».

Et voilà pourquoi les autonomistes, quelques réserves qu'ils aient à faire sur le principe de la liaison organique, doivent rester dans l'Internationale de Moscou et, loin de chercher à l'affaiblir, travailler à la renforcer.

L'appel des autonomistes est un acte de sagesse politique. Moscou est décidément une magnifique école de pratique révolutionnaire : les tièdes et les mous en rapportent la foi et la force, l'enthousiasme et le zèle ; les sentimentaux et les excessifs y acquièrent le sens des réalités et du réalisme, la double intelligence *des conditions de moment et des conditions de lieu*. Que tous les militants ne peuvent-ils se rendre à Moscou ! Que des difficultés nous seraient dans la suite épargnées !

Reproduisant l'appel des autonomistes, la *Vie Ouvrière* a déclaré faire sienne l'opinion que la division des syndicats révolutionnaires en deux Internationales serait un crime. Nous pouvons dire, a-t-elle ajouté, que les C. S. R. « n'ont aucunement envisagé une telle division ». Et l'organe syndicaliste révolutionnaire de conclure qu'il garde le ferme espoir que le terrain solide où tous, autonomistes et communistes, pourront travailler sera trouvé. Cet espoir, nous voulons le garder, nous aussi.

Nous le gardons, sans nous dissimuler qu'il n'est pas d'une réalisation immédiate. Voici que, dans sa séance du 16 août, la Commission exécutive du Comité central des C. S. R., après avoir pris acte de l'appel de Sirolle et de ses amis et proclamé « son désir de rechercher les possibilités d'un accord », a pris, quant à l'a-

dhésion à l'Internationale des Syndicats rouges, une résolution qui ne facilitera guère la conclusion pratique de l'accord qu'on recherche.

La Commission exécutive déclare, en effet, « que le mouvement syndicaliste révolutionnaire français ne pourra donner son adhésion qu'autant que l'Internationale rouge admettra sans restriction l'indépendance complète et l'autonomie absolue du syndicalisme français et de l'Internationale syndicale et que l'Internationale syndicale sera complètement maîtresse de son action ».

Voilà une décision qui, si je ne me trompe, pourrait bien retarder indéfiniment cette adhésion à l'Internationale syndicale au nom de laquelle les syndicalistes révolutionnaires de chez nous bataillent depuis tant de mois contre le Bureau confédéral. Je sais bien que la commission se montre persuadée qu'un nouveau Congrès international, dont la convocation va être demandée, ne manquera pas de défaire ce qu'a fait son prédécesseur. Mais cette persuasion est-elle bien fondée ? Je la laisse pour compte au camarade Quinton qui, comme secrétaire du Comité central des C.S.R., a reçu le mandat de nous la notifier. Je souhaite bien vivement que l'espérance de nos amis ne soit pas trompée. Si pourtant elle l'est, si, comme il est permis de le penser, le prochain Congrès de l'Internationale syndicale, — que ce soit dans trois mois ou seulement dans un an — refuse « d'admettre, sans restriction, l'indépendance complète et l'autonomie absolue du syndicalisme français et de l'Internationale syndicale », que feront, dans ce cas, les C. S. R. ? Question troublante qu'il faudra forcément, à un moment donné résoudre, mais dont la solution pourrait bien être grosse de pénibles conflits.

Je sais bien encore que nos amis, tout en se refusant à entretenir un délégué officiel à Moscou, entendent « rester en relations étroites » avec l'Internationale syndicale et remettent à leur Comité central le soin « d'assurer la liaison nécessaire jusqu'à ce que l'adhésion du syndicalisme français puisse être envisagée ». Mais que nos amis veulent bien regarder de près et ils seront choqués dans leur bonne foi parfaite, par ce qu'il y a d'équivoque dans une pareille formule d'action.

Adhérer ou ne pas adhérer, — c'est un dilemme — et nos amis se trompent s'ils croient y avoir échappé. Momentanément, peut-être ; mais le dilemme, qu'ils le sachent bien, les attend au carrefour le plus proche : tôt ou tard, il faudra opter. Adhérer tout à fait ou ne pas adhérer du tout...

Au lieu de cela, que font-ils ? Ils repoussent l'adhésion officielle, mais restent « en rela-

tions étroites » avec l'Internationale. Ils refusent à la fois d'entrer dans la maison et de passer leur chemin : ils demeurent sur le seuil ou dans le vestibule : ni tout à fait dehors, ni tout à fait dedans ! Qu'attendent-ils ? Qu'on mure le couloir souterrain qui mène à la maison d'en face. Et si jamais on ne le mure ?

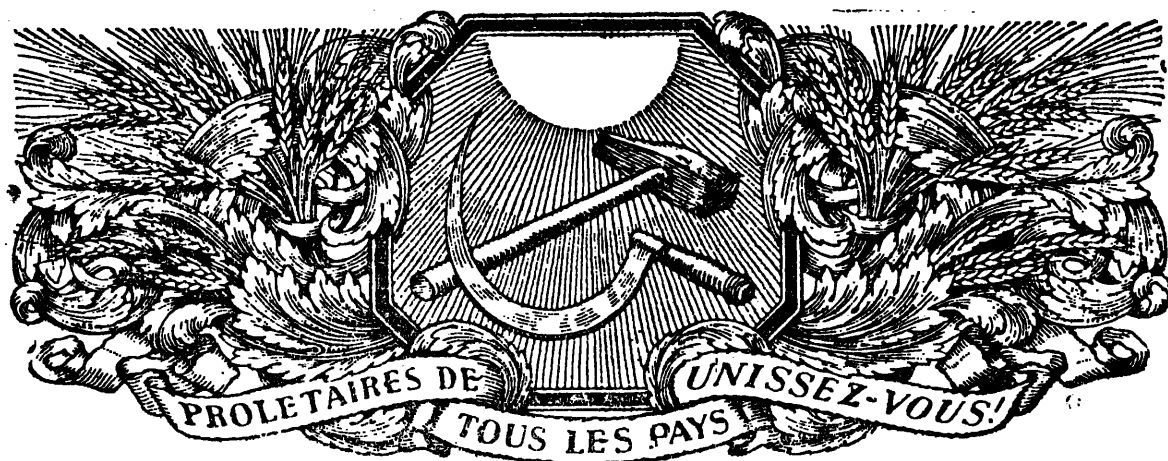
Les « relations étroites » ne sont qu'un expédient verbal. Ou bien elles n'engagent pratiquement à rien — alors, pourquoi les établir ? — Ou bien, elles amèneront tôt ou tard la *solidarité dans l'action*, objet avoué de toute Internationale : mais, dans ce cas, je le demande, que deviennent votre « indépendance complète », votre « autonomie absolue » ?

Je ne veux pas essayer, en fin d'article, de démontrer que le procédé imaginé à Moscou pour relier l'une à l'autre les deux Internationales révolutionnaires n'est pas plus dangereux pour l'indépendance de l'une que pour l'indépendance de l'autre. Je n'essaierai pas non plus de convaincre nos camarades autonomistes qu'une divergence de vues sur un point particulier de technique syndicale ne vaut certainement pas qu'on se tienne à l'écart d'une organisation dont rien d'autre ne nous sépare ; ni même que le meilleur moyen d'obtenir les modifications de détail qu'on désire voir apporter à un statut soit de se refuser à l'accepter en gros ; ni même... Mais il est temps de s'arrêter.

L'adhésion à Moscou est tellement indispensable, elle répond si profondément au vœu instinctif des masses que nos amis des C. S. R. ne pourront l'éviter toujours. Les centristes du socialisme, qui ne voulaient ni de Bruxelles ni de Moscou, crurent très malin d'aller planter leur tente à Vienne qui, étant à mi-route de Bruxelles et de Moscou, leur paraissait offrir un point de ralliement central à la pusillanimité de tous les centristes de la terre... Mais nos amis des C. S. R. ne sont point des centristes, tant s'en faut ; ils n'ont aucune vocation pour édifier une « Internationale deux et demie ». Au nom du syndicalisme révolutionnaire, ils ont brisé avec Amsterdam ; au nom de l'unité de front du syndicalisme révolutionnaire, ils adhéreront à Moscou.

Amsterdam ou Moscou ! Et plutôt encore Amsterdam, avec ses perspectives d'utile noyautage, que l'isolement boudeur et l'attente inféconde ! L'isolement international équivaldrait, en fait, à cette division des syndicats révolutionnaires en deux Internationales dont on a dit qu'elle serait un crime contre le prolétariat universel. — Un crime, l'isolement ? Une faute grave, en tout cas. Mais, en politique, les fautes se paient souvent aussi cher que les crimes.

Amédée DUNOIS.



L'Internationale Communiste et l'Organisation Internationale des Syndicats

Programme d'action adopté par le Troisième Congrès Communiste International

I

La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école, l'Église, le Parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne, sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat.

Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer dans les masses laborieuses se trouve l'idée de la neutralité des syndicats, de leur caractère apolitique, étranger à tout parti.

Depuis les dernières décades de l'histoire contemporaine et en particulier depuis la fin de la guerre impérialiste, dans toute l'Europe et en Amérique, les syndicats sont les organisations les plus fortes du prolétariat ; dans certains Etats, ils embrassent même toute la classe ouvrière sans exception. La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises.

La bourgeoisie ne peut pas inviter ouvertement les syndicats ouvriers à soutenir les partis bourgeois. C'est pourquoi elle les invite à ne soutenir aucun parti, sans excepter le parti du communisme révolutionnaire.

La devise de la « neutralité » ou de l'« apolitisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé. Pendant une dizaine d'années, cette idée

bourgeoise a été inoculée aux syndicats d'Angleterre, d'Allemagne, d'Amérique et des autres pays, tant aux chefs des syndicats bourgeois à la Hirsch-Dunker qu'aux dirigeants des syndicats cléricaux et chrétiens, tant aux représentants des soi-disant syndicats libres d'Allemagne qu'aux leaders des vieilles et pacifiques trade-unions anglaises, et à beaucoup d'autres partisans du syndicalisme. Legien, Gompers, Jouhaux, Sidney Webb, pendant des années et des dizaines d'années, ont prêché aux syndicats la neutralité.

En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière ; elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre : par conséquent, les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du Parti communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, « le leader ouvrier » qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Même avant la guerre impérialiste, la fausseté de cette idée de neutralité devenait de plus en

plus évidente pour les prolétaires conscients d'Europe et d'Amérique. A mesure que les antagonismes sociaux s'exaspèrent, le mensonge devient encore plus frappant. Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicalistes se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.

Pendant la guerre impérialiste, tous les social-démocrates et les syndicalistes qui avaient passé des années à prêcher aux syndicats l'indifférence politique, lancèrent en réalité ces mêmes syndicats au service de la plus sanglante et de la plus vile politique des partis bourgeois. Eux, champions hier de la neutralité, on les voit agir maintenant comme les agents déclarés de tel parti politique, sauf, bien entendu, un seul : le parti de la classe ouvrière.

Après la fin de la guerre impérialiste, ces mêmes chefs social-démocrates et syndicalistes essayent de nouveau d'imposer aux syndicats le masque de la neutralité et de l'apolitisme. Le danger militaire étant passé, ces agents de la bourgeoisie s'adaptent aux circonstances nouvelles et essaient de plus de faire dévier les ouvriers de la voie révolutionnaire dans celle qui est avantageuse à la bourgeoisie.

L'économie et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser également le parti ouvrier.

Lorsqu'en France, le gouvernement impérialiste décrète la mobilisation de certaines classes pour occuper le bassin de la Ruhr ou pour opprimer l'Allemagne en général, un syndicat français réellement prolétarien peut-il dire que c'est là une question strictement politique qui ne doit pas intéresser les syndicats ? Un syndicat français véritablement révolutionnaire peut-il se déclarer « neutre » ou « apolitique » dans cette question ?

Ou bien si, inversement, en Angleterre il se produit un mouvement purement économique comme la grève dernière des mineurs, le Parti Communiste a-t-il le droit de dire que cette question ne le concerne pas et intéresse uniquement les syndicats ? Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, lorsque des masses de plus en plus nombreuses d'ouvriers sont contraintes par la vie même de mettre à l'ordre du jour l'armement du prolétariat, lorsque, dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines, dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être « neutres » entre tous les partis, c'est, en réalité, se mettre au service de la bourgeoisie.

Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois grands groupes : 1° les partis de la bourgeoisie ; 2° les partis de la petite-bourgeoisie (surtout les social-démocrates) ; 3° le parti du prolétariat (les communistes). Les syndicats qui se proclament « apolitiques » et « neutres » à l'égard de ces trois groupes ne font, en réalité, qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.

II

L'Association syndicale d'Amsterdam est une organisation où se rencontrent et se donnent la main les Internationales deux et deux et demie. Cette organisation est considérée avec espoir et sollicitude par toute la bourgeoisie mondiale. La grande idée de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, c'est la neutralité des syndicats. Ce n'est pas par hasard que cette devise sert à la bourgeoisie et à ses valets social-démocrates ou syndicalistes de droite de moyen pour essayer de rassembler de nouveau les masses ouvrières d'Occident et d'Amérique. Tandis que la Seconde Internationale politique, en passant ouvertement du côté de la bourgeoisie, a fait lamentablement faillite, l'Internationale d'Amsterdam, en essayant à nouveau de se couvrir de l'idée de la neutralité, a encore quelques succès.

Sous le pavillon de la « neutralité », l'Internationale Syndicale d'Amsterdam prend sur elle les commissions les plus difficiles et les plus sales de la bourgeoisie : étrangler la grève des mineurs en Angleterre (comme a accepté de le faire le fameux Thomas, qui est en même temps le président de la 2^e Internationale et un des leaders les plus en vue de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam), abaisser les salaires, etc., etc. Noske et Hersing, Albert Thomas et Jouhaux, Thomas et Villès, Bauer et Robert Schmidt, tous sont des chefs de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, et tous trouvent moyen, avec une touchante unanimité, de prêcher aux syndicats la neutralité dans la lutte politique et d'être en même temps ministres dans des gouvernements bourgeois !

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est actuellement le principal appui du capital mondial. Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme, si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apolitisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, il faut avant tout établir des relations mutuelles claires et précises entre le parti et les syndicats dans chaque pays.

III

Le Parti Communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui pour cette raison a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser sans exception tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs non seulement des communistes conscients, mais aussi un grand nombre de travailleurs tout à fait retardataires qui apprennent seulement peu à peu, et par l'expérience de la vie, le communisme.

Le rôle des syndicats avant la conquête du pouvoir par le prolétariat, pendant et après cette conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours, avant, pendant et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti, et par rapport à ce dernier ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, pour le complet renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité

l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique de Communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir son avant-garde, le Parti Communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au parti communiste dans son ensemble.

La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le 2^e Congrès Universel de l'Internationale Communiste, s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays. Si par exemple des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique, sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas changer l'attitude de principe de l'Internationale Communiste à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

IV

Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à conquérir la majorité des syndiqués ; les communistes ne doivent, en aucun cas, se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer, par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme malgré tous les obstacles et toute opposition.

La meilleure mesure de la force d'un parti communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes en tels et tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui n'est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et ardent des noyaux communistes au sein des syndicats que le parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti.

Un excellent mouvement se remarque en ce moment dans les syndicats français. Les ouvriers se remettent enfin de la crise du mouvement ou-

vrier et apprennent aujourd'hui à condamner la trahison des socialistes et des syndicalistes réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fautive de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin.

Les syndicalistes-révolutionnaires français n'auront pas de ferme ligne de conduite tant que le Parti communiste n'en aura pas non plus. Le Parti Communiste Français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire. Il ne doit cependant compter, en premier lieu, que sur ses propres militants ; il doit former des noyaux partout où il y a trois communistes. Le parti doit entreprendre une campagne contre la neutralité. De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionnariser le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le parti.

En Italie, nous avons une situation semblable : la masse des ouvriers syndiqués y est animée d'un esprit révolutionnaire, mais la direction de la Confédération du Travail est entre les mains de réformistes et de centristes déclarés, qui sont de tout cœur avec Amsterdam. La première tâche des communistes italiens est d'organiser une action quotidienne acharnée et persévérante au sein des syndicats et de s'appliquer systématiquement et patiemment à dévoiler le caractère équivoque et irrésolu des dirigeants afin de leur arracher les syndicats.

Les tâches qui incombent aux communistes italiens à l'endroit des éléments révolutionnaires syndicalistes d'Italie sont, en général, les mêmes que celles des communistes français.

En Espagne, nous avons un mouvement syndical puissant, révolutionnaire, mais pas encore tout à fait conscient de ses buts, et nous y avons en même temps un Parti communiste encore jeune et relativement faible. Etant donnée cette situation, le parti doit tendre à s'affermir dans les syndicats, le parti doit leur venir en aide par ses conseils et par son action ; il doit éclairer le mouvement syndical et s'attacher à lui par des liens amicaux en vue de l'organisation commune de tous les combats.

Des événements de la plus grande importance se développent dans le mouvement syndical anglais. Le mouvement de masses s'y développe. Les anciens chefs de syndicats perdent très rapidement leurs positions. Le parti doit faire les plus grands efforts pour s'affermir dans les grands syndicats, tels que la Fédération des Mineurs, etc. Tout membre du parti doit militer dans quelque syndicat et doit, par un travail organique, persévérant et actif, l'orienter vers le communisme. Rien ne doit être négligé en vue de la liaison la plus étroite avec les masses.

En Amérique, nous remarquons le même développement, mais un peu plus lent. En aucun cas, les communistes ne doivent se borner à quitter la Fédération du Travail, organisme réactionnaire ils doivent au contraire mettre tout en œuvre pour pénétrer dans les anciennes unions et les révolu-

tionnaires. Il est nécessaire de collaborer avec les meilleurs éléments des I. W. W. ; mais cette collaboration n'exclut pas la lutte contre leurs préjugés.

Un puissant mouvement syndical se développe spontanément au Japon, mais il manque encore de direction claire. La tâche principale des éléments du Japon est de soutenir ce mouvement et d'exercer sur lui une influence marxiste.

En Tchéco-Slovaquie, notre parti a pour lui la majorité de la classe ouvrière, tandis que le mouvement syndical demeure encore en grande partie entre les mains des social-patriotes. C'est là le résultat du manque d'organisation et de clarté. Le parti doit tout faire pour mettre fin à cet état de choses et amener le mouvement syndical au communisme.

En Autriche et en Belgique, les social-patriotes ont su prendre avec habileté et fermeté la direction du mouvement syndical qui, dans ce pays, est le principal enjeu du combat. C'est dans cette direction que les communistes doivent donc porter leur attention.

En Norvège, le parti, qui a pour lui la majorité des ouvriers, doit prendre plus sûrement entre les mains le mouvement syndical et écarter les éléments dirigeants centristes.

En Suède, le parti doit combattre non seulement le réformisme, mais encore le courant petit-bourgeois qui existe dans le socialisme et doit appliquer à cette action toute son énergie.

En Allemagne, le parti est en excellente voie pour conquérir graduellement les syndicats. Aucune concession ne peut être faite à ceux qui préconisent la sortie des syndicats. Elle ferait le jeu des social-patriotes. Aux tentatives d'exclure les communistes il importe d'opposer une résistance vigoureuse et opiniâtre ; les plus grands efforts doivent être faits pour conquérir la majorité dans les syndicats.

V

Toutes ces considérations déterminent les rapports qui doivent exister entre l'Internationale Communiste d'une part et le Conseil International des Syndicats Rouges d'autre part.

L'Internationale Communiste ne doit pas diriger seulement la lutte politique du prolétariat au sens étroit du mot, mais encore toute sa campagne libératrice, quelque forme qu'elle prenne. L'Internationale Communiste ne peut pas être seulement la somme arithmétique des Comités Centraux des Partis Communistes des différents pays. L'Internationale Communiste doit inspirer et coordonner l'action et les combats de toutes les organisations prolétariennes, aussi bien professionnelles, coopératives, soviétistes, éducatives, etc., que strictement politiques.

Le Conseil International des Syndicats, à la différence de l'Internationale Jaune d'Amsterdam, ne peut en aucun cas accepter le point de vue de la neutralité. Une organisation qui voudrait être neutre, en face des Internationales deux, deux et demie, et trois, serait inévitablement un jouet entre les mains de la bourgeoisie. Le programme d'action de l'Internationale des Syndicats Rouges, qui est exposé ci-dessous et que le troisième Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose à l'attention du premier Congrès universel des Syndicats Rouges, sera défendu en réalité uniquement par les partis communistes, uniquement par l'Internationale Communiste. Pour cette seule raison, pour insuffler l'esprit révolutionnaire dans le mouvement professionnel de chaque pays.

pour exécuter loyalement leur nouvelle tâche révolutionnaire, les syndicats rouges de chaque pays seront obligés de travailler la main dans la main, en contact étroit, avec le Parti Communiste de ce même pays, et le Conseil International des Syndicats devra dans chaque pays, coordonner son action avec celle de l'Internationale Communiste.

Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.

Du point de vue de l'économie des forces et de la concentration plus parfaite des efforts, la situation idéale serait la constitution d'une Internationale prolétarienne unique, groupant à la fois les Partis politiques et toutes les autres formes d'organisation ouvrière. Il ne fait pas de doute que l'avenir appartient à ce type d'organisation. Mais au moment actuel de transition, avec la variété et la diversité des syndicats, dans les différents pays il faut constituer une union autonome de syndicats rouges acceptant dans l'ensemble le programme de l'Internationale Communiste, mais d'une façon plus libre que les partis politiques appartenant à cette Internationale.

Le Conseil International des Syndicats Rouges qui sera organisé sur ces bases sera soutenu par le 3^e Congrès Universel de l'Internationale Communiste. Pour établir une liaison plus étroite entre l'Internationale Communiste et le Conseil International des Syndicats, le troisième Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose une représentation mutuelle permanente de trois membres de l'Internationale Communiste dans le Comité Exécutif du Conseil International des Syndicats et inversement.

Le programme d'action qui, d'après l'avis du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, doit être adopté par le Congrès Universel Constitutif des Syndicats Rouges, est approximativement le suivant :

Programme d'action

1. La crise aiguë qui sevit dans l'économie du monde entier, la chute catastrophique des prix de gros, la surproduction des marchandises qui coïncide de fait avec la disette des marchandises, la politique agressive de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, une tendance obstinée à abaisser les salaires et à ramener la classe ouvrière à plusieurs dizaines d'années en arrière, l'irritation des masses qui se développe sur ce terrain, d'une part, et l'impuissance des vieux syndicats ouvriers et de leurs méthodes, d'autre part, — tous ces faits posent, devant les syndicats de classe révolutionnaires de tous les pays, des tâches nouvelles. De nouvelles méthodes de lutte économique, en conformité avec la période de désagrégation capitaliste, sont nécessaires ; il faut que les syndicats ouvriers adoptent une politique économique agressive, pour rejeter l'offensive du capital, fortifier les anciennes positions et passer à l'attaque.

2. L'action directe des masses révolutionnaires et de leurs organisations contre le capital constitue la base de la tactique syndicale. Toutes les conquêtes des ouvriers sont en rapport direct avec l'action directe et la pression révolutionnaire des masses. Sous les termes « action directe », il faut comprendre toutes sortes de pressions directes exercées par les ouvriers sur les patrons et sur l'Etat, et à savoir : boycottage, grèves, action dans les rues, démonstrations, occupation des entreprises, opposition violente à la sortie des produits de ces entreprises, soulèvement armé et autres actions révolutionnaires propres à réunir la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. La tâche des syndicats révolutionnaires de classe consiste donc à faire de l'action directe un moyen d'éducation et de préparation des masses ouvrières en vue de la lutte pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat.

Ces dernières années de lutte ont montré avec une évidence toute particulière toute la faiblesse des unions étroitement professionnelles. L'adhésion simultanée des ouvriers d'une entreprise à plusieurs syndicats les affaiblit pendant la lutte. Il faut passer, et ce doit être là le point initial d'une lutte nécessaire — de l'organisation purement professionnelle à l'organisation par industries. « Une entreprise — un syndicat », tel est le mot d'ordre de combat dans le domaine de l'œuvre d'organisation. Il faut tendre à la fusion des syndicats similaires par la voie révolutionnaire en posant la question directement devant les syndicats des fabriques et entreprises, en élevant plus tard le débat aux conférences locales et régionales et aux congrès nationaux.

3. Chaque fabrique, chaque usine doit devenir le bastion, la forteresse de la révolution. L'ancienne forme de liaison entre les syndiqués et leur syndicat (délégués d'ateliers recevant les cotisations, représentants, personnes de confiance etc.) doit être remplacée par la création de comités de fabriques et d'usines. Ceux-ci doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise à quelque syndicat qu'ils appartiennent, quelles que soient les convictions politiques qu'ils professent. La tâche des partisans de l'Internationale Rouge des Syndicats est d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part dans l'élection de leur organe représentatif. Les tentatives de faire élire les comités de fabriques et d'usines par les seuls camarades de tendance aboutissent à rejeter les larges masses « sans partis ». Ces tentatives doivent être catégoriquement condamnées. Elles formeraient un noyau et non un comité de fabrique. La partie révolutionnaire doit réagir et influencer par l'intermédiaire des noyaux, des comités d'action et de ses simples membres, sur l'assemblée générale et sur le comité de fabrique élu.

4. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabriques et d'usines — est l'entretien aux frais de l'établissement des ouvriers congédiés par suite du chômage. On ne doit tolérer dans aucun cas que les ouvriers soient jetés dans la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire complet, c'est autour de ce pivot qu'il faut organiser non seulement les chômeurs, mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre des rapports capitalistes, que le meilleur moyen contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

5. La fermeture des entreprises est actuellement dans la plupart des cas un moyen d'épurer l'entreprise de ses éléments suspects, aussi la lutte

doit-elle se faire contre la fermeture des entreprises, les ouvriers devant se livrer à une enquête sur les causes de cette fermeture. On doit créer dans ce but des Commissions spéciales de contrôle sur les matières premières, le combustible, les commandes, de vérification effective de la quantité disponible des matières premières, des matériaux nécessaires à la production, et des ressources financières déposées dans les banques. Les Commissions de contrôle spécialement élues doivent étudier de la façon la plus attentive les rapports financiers entre l'entreprise en question et les autres entreprises, l'annulation du secret commercial devant être proposé aux ouvriers comme une tâche pratique.

6. L'un des moyens de lutte contre la fermeture en masse des entreprises dans un but de diminution des salaires et d'aggravation des conditions du travail, peut être l'occupation de la fabrique ou de l'usine et la continuation de la production en dépit du patron.

En présence de la disette de marchandises actuelle il est particulièrement important d'empêcher tout arrêt dans la production, aussi les ouvriers ne doivent-ils pas tolérer une fermeture préméditée des fabriques et usines, suivant les conditions locales, les conditions de la production, de la situation politique, de l'intensité de la lutte sociale, la main-mise sur les entreprises peut et doit être accompagnée encore d'autres méthodes d'action sur le capital. La gestion de l'entreprise saisie doit être remise entre les mains du comité de fabrique ou d'usine et du représentant spécialement désigné par le syndicat.

7. La lutte économique doit être livrée avec le mot d'ordre de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions du travail qui doivent être portés à un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant-guerre. Les tentatives de ramener les ouvriers aux conditions de travail d'avant-guerre doivent être combattues de la façon la plus décisive et la plus révolutionnaire. L'épuisement éprouvé par la classe ouvrière au cours de la guerre doit trouver maintenant sa compensation sous forme d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de travail. Les allégations des capitalistes qui mettent en cause la concurrence étrangère ne doivent aucunement être prises en considération ; les syndicats révolutionnaires de classe ne doivent pas aborder les questions des salaires et des conditions de travail du point de vue de la concurrence entre les profiteurs des différentes nations, ils doivent se placer au point de vue de la protection de la vivante énergie ouvrière.

8. En cas de tactique réductrice des capitalistes en coïncidence avec une crise économique dans le pays, le devoir des syndicats révolutionnaires est de ne pas permettre une réduction successive des salaires dans chaque industrie, de ne pas se laisser battre par détachements séparés. Dès le début il faut entraîner dans la lutte les ouvriers des établissements d'utilité publique (mineurs, cheminots, électriciens, ouvriers du gaz, etc.) pour que la lutte contre l'offensive du capital touche dès le début les nœuds nerveux de l'organisme économique. Ici toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale s'étendant à quelque grosse industrie sur un plan national.

9. Les syndicats doivent se proposer comme tâche pratique actuelle la préparation et l'organisation d'actions internationales par industries. L'arrêt des transports ou de l'extraction de la houille réalisé sur un plan international est un

puissant moyen de lutte contre les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie de tous les pays.

Les syndicats doivent suivre avec attention la conjoncture mondiale pour choisir le moment le plus propice à leur offensive économique ; ils ne doivent pas oublier une seule minute ce fait qu'une action internationale ne sera possible que si des syndicats révolutionnaires de classe sont créés, syndicats qui ne doivent avoir rien de commun avec l'Internationale jeune d'Amsterdam.

10. La foi dans la valeur absolue des contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'un armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux à l'égard des contrats collectifs témoigne de la profonde pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les têtes des chefs de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ne renoncent pas aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative, ils doivent se placer nettement en face de la question des méthodes de rupture de ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière.

11. La lutte des organisations ouvrières contre le patron individuel et collectif doit s'adapter aux conditions nationales et locales, elle doit utiliser toute l'expérience de la lutte libérale de la classe ouvrière. Aussi toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée, les ouvriers doivent dès son début créer des cadres spéciaux pour la lutte contre les briseurs de grève et pour s'opposer à l'offensive provocatrice des organisations réactionnaires de toutes les nuances appuyées par les Etats bourgeois. Les fascistes en Italie, l'aide technique en Allemagne, les organisations de ligues civiques formées d'anciens officiers et sous-officiers en France et en Angleterre — toutes ces organisations ont pour but la désorganisation, la défaite de toute action ouvrière une défaite qui se réduirait non pas à un simple remplacement des grévistes, — mais à la débâcle matérielle de leur organisation et au massacre des chefs du mouvement des masses ouvrières. Dans ces conditions l'organisation de bataillons de grèves spéciaux, ces détachements spéciaux de défense ouvrière, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

12. Les organisations de combat ainsi créées ne doivent pas se borner à la lutte contre les organisations des patrons et des briseurs de grèves, elles doivent se charger de l'arrêt de tous les colis et marchandises expédiés à destination de l'usine en grève par d'autres entreprises et s'opposer au transfert des commandes à d'autres usines et d'autres entreprises. Les syndicats des ouvriers des transports sont appelés à jouer sous ce rapport un rôle particulièrement important il leur incombe la tâche d'enrayer le transport des marchandises, ce qui ne saurait être réalisé sans l'aide unanime de tous les ouvriers de la région.

13. Toute la lutte économique de la classe ouvrière au cours de la période qui vient doit se concentrer autour du mot d'ordre de contrôle sur la production, ce contrôle devant être réalisé sans attendre que le gouvernement ou les classes dominantes aient inventé quelque succédané de contrôle. Il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes de créer des unions du travail paritaires, des commissions paritaires de contrôle sur la production devant être réalisées par simple déclaration ; alors seulement il donnera des résultats déterminés. Les syndicats révolutionnaires doivent combattre re-

solument contre le chantage et l'escroquerie exercés au nom de la socialisation par des chefs des vieux syndicats avec le concours des classes dominantes. Tout le verbiage de ces messieurs concernant la socialisation paisible poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale.

14. Pour distraire l'attention des ouvriers de leurs tâches immédiates et éveiller en eux des velléités petites-bourgeoises, on met en avant l'idée de la participation des ouvriers aux bénéfices, c'est-à-dire de la restitution aux ouvriers d'une faible partie de la plus-value créée par eux ; ce mot d'ordre de perversion ouvrière doit recevoir sa critique sévère et implacable. « Pas de participation aux bénéfices, la destruction des bénéfices capitalistes », tel est le mot d'ordre des syndicats de classe révolutionnaire.

15. Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour l'amélioration des conditions du travail, élévation du niveau de subsistance des masses, l'établissement du contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre des rapports capitalistes tous ces problèmes ne sauraient être résolus ; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant d'appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que, seuls, le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale. Aussi, pas une action partielle, pas une grève partielle, ni le moindre conflit ne doivent passer sans laisser de traces à ce point de vue. Les syndicats révolutionnaires doivent généraliser ces conflits en élevant constamment la mentalité des simples ouvriers à la nécessité et à l'inévitabilité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

16. Toute lutte économique est une lutte politique, c'est-à-dire une lutte de toute une classe. Dans ces conditions, si considérables que soient les couches ouvrières embrassées par la lutte, celle-ci ne peut être réellement révolutionnaire, elle ne peut être réalisée avec le maximum d'utilité pour la classe ouvrière en son entier que si les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main, en union et collaboration étroite avec le Parti Communiste du pays. La théorie et la pratique de la division de la classe ouvrière en deux moitiés autonomes est très pernicieuse, surtout dans le moment révolutionnaire actuel. Chaque action demande un maximum de concentration des forces, qui n'est possible qu'à la condition de la plus haute tension de toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ses éléments communistes et révolutionnaires. Les actions isolées du Parti Communiste et des syndicats révolutionnaires de classe sont d'avance vouées à l'échec et à la débâcle. C'est pourquoi l'unité d'action, une liaison organique entre les Partis Communistes et les syndicats ouvriers constituent la condition préalable du succès dans la lutte contre le capitalisme.

G. ZINOVIEV.



UNE BROCHURE DE W. F. WATSON

Les Ouvriers ont-ils intérêt à augmenter la production ?

« Travaillez de toutes vos forces, travaillez, disent les capitalistes aux ouvriers, travaillez pour que l'industrie renaisse et rapporte le plus possible ! »

Que les profiteurs parlent ainsi, rien d'étonnant. Mais sied-il aussi à ceux qui se disent les représentants des ouvriers de tenir un pareil langage ? C'est la question que se pose le citoyen W. F. Watson, en critiquant un discours fait à ce sujet par M. Brownlie, à une réunion convoquée par le Ruskin College.

Dans l'introduction de son discours, M. Brownlie dit ce qui suit :

Pourvoir d'une manière continue et adéquate aux besoins de la vie est le problème qui de tous temps a dominé l'histoire humaine. Mais peut-être, à aucune époque de l'histoire humaine, ce problème ne s'est-il posé d'une manière plus aiguë qu'aujourd'hui. La guerre a vidé les magasins et les greniers du monde entier, et de toute nécessité on devra les regarnir le plus vite possible pour sauver l'humanité. Aussi dans le monde entier n'y a-t-il qu'un cri : Augmenter le rendement.

Ceci est parfaitement vrai, seulement M. Brownlie pose mal le problème. On en jugera par le passage suivant :

« On admettra facilement, dit M. Brownlie, que le rendement économique doit être accru. Pour montrer les misères auxquelles le manque de production donne lieu, je mentionnerai pour ma part deux faits tout à fait significatifs. En Pologne, l'année dernière, on rencontrait des hommes qui mangeaient de l'herbe. Des villages entiers disparaissent dans la Pologne orientale. Il en est de même en Autriche. Devant de pareils faits, personne n'osera nier que les ouvriers portent une grande responsabilité si, par leur travail, ils ne remédient pas à cette situation. Ceux en particulier qui participent au mouvement socialiste et qui sont imbus du vrai esprit de solidarité internationale ne pourront manquer de reconnaître qu'ils ont des devoirs à accomplir non seulement envers leurs concitoyens, mais encore envers leurs camarades étrangers. Aussi la seule question qui puisse se poser est celle de savoir ce qu'il y a à faire pour remédier à la situation. »

Les vrais responsables du chaos Européen

Il est pour le moins étrange que M. Brownlie cite particulièrement la Pologne et l'Autriche comme exemples à l'appui de sa thèse. Si les habitants de la Pologne mangent de l'herbe, quelle en est la raison ? Est-ce réellement parce que la Pologne ou un autre pays quelconque ne produit pas suffisamment ? Il n'en est rien, et M. Brownlie lui-même ne saurait ignorer le fait. Si les Polonais mangent de l'herbe, si les enfants, en Pologne, meurent comme des mouches, la raison en est que l'Entente fait la guerre à la Russie des Soviets. C'est pourquoi, je vous le demande, peut-

on réellement assurer qu'en accroissant la production économique nous améliorerons la situation de la Pologne et de l'Autriche. C'est bien plutôt le contraire qui serait vrai. Nous avons toutes les raisons de croire qu'en augmentant les richesses de la classe capitaliste, la classe ouvrière ne fera que lui donner les moyens d'empêcher les peuples d'améliorer leur situation.

Quand les ouvriers de l'Allemagne, récemment, se révoltèrent contre la bourgeoisie de leur pays, ce furent les autorités militaires anglaises qui proclamèrent la loi martiale à Cologne ; ce fut encore l'Angleterre qui envoya à Denikine et à Koltchak de l'argent et des munitions. La terrible situation dans laquelle se trouve en ce moment l'Europe centrale n'est due qu'à l'incompétence des dirigeants politiques, qui continuent à faire le blocus et maintiennent la censure, la mobilisation et les grandes armées, et préparent la guerre. M. Hoover, sur l'autorité duquel se fonde M. Brownlie, l'a constaté lui-même. Mais est-ce alors notre devoir, à nous autres ouvriers, d'augmenter la production industrielle pour donner à nos maîtres le moyen de continuer cette politique d'incompétence ? Est-ce à nous, en augmentant la production, de fournir à M. Winston Churchill des munitions qui le mettront à même de continuer ses campagnes perverses et meurtrières, et d'assouvir une ambition pathologique et criminelle ?

C'est aux sentiments de solidarité internationale qu'on fait appel pour accroître la production. Mais le vrai internationalisme ne se borne pas à subvenir aux besoins matériels des ouvriers de tous les pays : il oblige ceux qui en sont pénétrés à faire tout leur possible pour lutter contre l'intervention de l'Entente en Russie et contre le blocus, qui est la cause directe et immédiate des maux dont souffrent en ce moment les populations de l'Europe centrale.

Les ouvriers ne peuvent endosser aucune responsabilité pour la situation chaotique dans laquelle l'Europe se trouve en ce moment. On assiste aux funérailles du capitalisme international.

L'Intérêt des ouvriers

M. Brownlie, qui commence par établir que les ouvriers sont intéressés dans l'augmentation de la production industrielle, souligne une différence qui, en effet, est fort essentielle. « Les ouvriers, dit-il, ont un beaucoup plus grand intérêt à voir fleurir les industries qui produisent ce qui est nécessaire à la vie que celles qui produisent des objets de luxe. » Mais il ne tire guère les conséquences de ce qu'il vient d'avancer. Et pourtant, cela vaudrait la peine d'approfondir le sujet. Quels sont, en effet, les facteurs qui régissent la production aujourd'hui ? Nous ne le savons que trop. Le vrai mobile de la production, c'est le profit, le profit, et encore le profit. Les marchandises, loin d'être fabriquées dans un but d'utilité, ne font leur apparition sur les marchés que parce que la production de certains articles constitue une source de profits pour une partie réduite de la communauté.

Mais écoutons ce que dit M. Brownlie. « Tandis que de toutes parts on fait des discours pour augmenter la production industrielle, le seul résultat obtenu jusqu'ici depuis l'armistice, c'est un accroissement continu de la production d'objets de luxe. Ainsi, dans beaucoup de cas, la production industrielle s'est tournée vers des objets sans aucune importance vitale. D'autre part, des mois après la signature de l'armistice, on a continué à fabriquer des munitions, et l'année passée, 130 millions de livres sterling ont été dépensées pour la guerre. »

Voilà qui est fort juste. Tant qu'il sera plus profitable de fabriquer des articles de luxe et des munitions, on continuera de fabriquer ces articles de préférence à ceux qui sont nécessaires et utiles. Ajoutez à cela que les munitions sont nécessaires pour faire la guerre à la Russie et aux autres peuples qui luttent pour leur liberté. Ainsi, il est parfaitement clair que tant que la production sera sous le contrôle des capitalistes, le profit sera le seul mobile de la production et que des objets de luxe et des munitions seront fabriqués de préférence.

C'est précisément pourquoi il est parfaitement absurde de vouloir augmenter le rendement industriel, tant qu'un tel état de choses subsiste.

D'ailleurs, M. Brownlie lui-même ne nous en fournit-il pas la meilleure preuve ? Voici ce qu'il est forcé d'admettre :

« Le résultat de la désorganisation en fait de production industrielle se traduit par le fait paradoxal que, tandis que les employeurs et le gouvernement invitent les ouvriers à accroître le rendement industriel, il y a des milliers d'ouvriers sans travail, auxquels on distribue des aumônes en attendant qu'on les abandonne finalement à leur sort... Dans une pareille situation, continue M. Brownlie, on ne peut s'attendre à ce que les ouvriers se remettent sérieusement au travail tant que le gouvernement et les employeurs ne feront pas le nécessaire pour concentrer la production sur les marchandises essentielles, et chercher une solution au problème du chômage. »

C'est l'évidence même, et M. Brownlie croit-il vraiment que le gouvernement ou les capitalistes feront le nécessaire, ou même, s'ils donnaient une promesse dans ce sens, qu'ils l'accompliraient ? La production des objets de luxe et le chômage ne font-ils pas nécessairement partie du système capitaliste ? Il ne saurait y avoir aucun doute à ce sujet. Le gaspillage des forces humaines et de la productivité ne saurait cesser qu'avec le capitalisme lui-même. C'est pourquoi tant que les moyens de production resteront aux mains d'une classe parasite, dont le seul mobile est le profit, les ouvriers n'ont pas d'intérêt, ni directement, ni indirectement, à augmenter le rendement.

Qui est-ce qui entrave le rendement ?

M. Brownlie, fort timidement, il est vrai, soulève un coin du voile pour nous montrer la bêtise et le cynisme du gouvernement et des employeurs. Voici ce qu'il dit :

« Si le sabotage est mis en pratique par les ouvriers, c'est une façon de procéder que les employeurs connaissent aussi quand elle leur est favorable. Qui est-ce qui ignore leur pratique consistant à diminuer les heures de travail pour faciliter l'écoulement des stocks ? D'autre part, lorsque nous entendons que l'on jette le lait alors que des nourrissons meurent de faim, il y a là, certes,

un cas de sabotage que les disciples les plus ardents de Sorel ne sauraient dépasser en théorie. Enfin, on n'a qu'à lire les rapports de la commission des charbonnages pour trouver des exemples d'une restriction de la production, causée par une mauvaise organisation et l'emploi de procédés techniques surannés. De tout cela, il ressort que ce ne sont pas les ouvriers seuls qui sont responsables de la réduction du rendement. »

Mais c'est encore trop peu dire. Les ouvriers, en aucune façon, ne sauraient porter la responsabilité de ce que les industries n'ont pas recommencé à fleurir. La responsabilité tout entière incombe à la classe capitaliste et aux gouvernements. Ce sont eux qui ont plongé l'Europe, pendant près de cinq ans, dans une guerre meurtrière. L'histoire de cette guerre abonde en exemples d'erreurs criminelles et de spéculations odieuses auxquelles se sont livrés les capitalistes. Et ce seraient les ouvriers qui devraient se sacrifier pour que cette classe à la fois stupide, cynique et incapable, récupère sa stabilité et renforce ses positions ? Retenons bien ceci : c'est la bêtise et le cynisme du capitalisme qui empêchent la production de reprendre son plein essor.

La récompense que l'on promet aux ouvriers

M. Brownlie, que promet-il aux ouvriers en échange de ce qu'il leur demande ? « Inutile d'insister, dit-il, sur ce qu'une journée de travail et des salaires raisonnables sont une des conditions essentielles qu'on devra remplir vis-à-vis des ouvriers. »

Ce n'est pas la seule chose que M. Brownlie promet aux ouvriers. Mais tout cela est bien peu de chose. Les ouvriers ne sauraient être satisfaits que du moment où ils seront les maîtres des moyens de production.

Comment M. Brownlie répond aux objections

M. Brownlie n'est pas assez naïf pour croire que les ouvriers auxquels il s'adresse puissent ignorer qu'on augmentant la somme de leur travail, ils enrichissent les capitalistes. Mais voici comment il croit pouvoir se tirer d'affaire. « Evidemment, dit-il, les profits iront dans la poche des capitalistes. Mais est-ce là un argument pour refuser de prendre part à la production ? Cela ne serait vrai que si, en s'abstenant de produire, on parvenait à détruire le capitalisme et à y substituer un système économique qui donnerait plus de satisfaction aux ouvriers. » Il admet toutefois que, tant que la distribution des biens de la société se fera d'après un principe injuste, la production ne sera jamais bien réglée. Mais il s'arrête là et renvoie ses auditeurs à un discours que doit faire M. Gromshaw.

Il n'est pas difficile de répondre à M. Brownlie. Certainement, il ne peut pas être question que les ouvriers s'abstiennent de toute production industrielle. Les ouvriers sont forcés de travailler pour les capitalistes, tout simplement parce qu'ils doivent vivre. Mais le problème que nous soulevons ici est d'un tout autre genre. Voici comment il se pose :

Peut-on demander aux ouvriers d'accroître le rendement industriel, quand il est certain que l'ac-

croissement de la production, non seulement augmentera les profits faits par les capitalistes, mais servira encore à prolonger la durée du système économique en vigueur. Toute l'argumentation de M. Brownlie part de la supposition que nous pourrions abolir le système capitaliste par des moyens pacifiques. D'après lui, nous devons commencer à aider les capitalistes à rétablir l'équilibre de la production détruit par la guerre, et quand nous en serons là, le système capitaliste disparaîtra comme par miracle. C'est une manière parfaitement absurde de voir les choses, comme les événements de Russie et d'Allemagne l'ont prouvé.

Mais il y a d'autres objections auxquelles M. Brownlie répond peut-être encore plus mal. Tout ouvrier de moyenne intelligence pourra lui dire qu'en augmentant la production, les ouvriers contribuent à augmenter le chômage. Tout ce que M. Brownlie trouve à dire contre cet argument, c'est qu'en augmentant la production, on augmente par là même la demande.

Quand les politiciens bourgeois comprendront-ils enfin que ce que les ouvriers demandent ce n'est pas un surplus de travail, mais l'élimination d'une production qui, en grande partie, travaille à vide, en créant des marchandises inutiles, et ensuite une distribution équitable des produits du travail ?

Voici maintenant la dernière objection que M. Brownlie se fait à lui-même :

« Le meilleur moyen de se libérer du présent système économique, fait-il dire à son adversaire, serait d'en rendre le fonctionnement impossible. Or, ceux qui nous disent d'augmenter la production font juste le contraire. Ils justifient pour ainsi dire le système capitaliste, en aidant à son bon fonctionnement. Tandis que la vraie technique consisterait à rendre sa marche de plus en plus difficile. C'est pourquoi il faudrait restreindre la production, rendre la vie de plus en plus difficile aux patrons pour qu'enfin ils abandonnent la partie et laissent leurs fabriques aux ouvriers. »

Je ne sais d'où M. Brownlie a tiré son argumentation. Ce ne peut être que de certains politiciens du Labour Party, qui semblent réellement croire que les employeurs abandonneront leurs industries sans combattre. Tous les autres, au contraire, admettent — exception faite précisément de ces quelques politiciens du Labour Party — que les employeurs feront une guerre acharnée à toute tentative de la part des ouvriers de s'emparer de l'organisation économique. La tournure que prendra cette guerre ne dépend nullement du degré dans lequel on augmentera la production, ni même des efforts que font des économistes bourgeois pour rendre le système capitaliste plus tolérable, mais exclusivement de l'extension et de la force des organisations révolutionnaires.

C'est là une éventualité que M. Brownlie ne saurait envisager sans appréhension. Il admet la possibilité d'un régime social sous lequel les ouvriers pourront travailler sans être exploités et de façon à ce que leur travail profite à l'humanité entière. Mais en même temps il appréhende que la civilisation ne s'écroule et que tout retourne au chaos. Tout effondrement subit du système de production actuellement en vigueur serait, d'après lui, un désastre, avant tout pour les plus pauvres, mais aussi pour la grande masse des ouvriers dont la situation est proche de la misère. Les changements subits provoquent en général un état de troubles et des sentiments de méfiance vis-à-vis des nou-

velles méthodes proposées. « Je désire de tout mon cœur voir naître une nouvelle civilisation, mais je ne veux pas que la société, pour y parvenir, doive marcher dans le sang et subir des souffrances intolérables. »

Quel verbiage ! Ce n'est pas l'effondrement du système actuel qui est la cause du sang versé et des désastres, ce sont les essais de changer l'ordre économique, tout en conservant des institutions capitalistes, et les agissements des contre-révolutionnaires pour maintenir le capitalisme. C'est la politique de Kerensky qui a été la cause du chaos dans lequel a été plongée la Russie. Lorsqu'en 1917 le peuple russe renversa le tsarisme et demanda la paix, du pain et des terres, les politiciens bourgeois, au lieu de lui donner ce qu'il demandait, ont essayé de recommencer une nouvelle offensive, qui, comme il était facile à prévoir, devait échouer et entraîna dans sa chute le régime de Kerensky. La révolution bolcheviste qui vint après s'est faite avec un minimum d'effusion de sang et de souffrances, et le peuple eut ce qu'il avait désiré : la paix, des terres et du pain.

Si plus tard la misère reprit et le sang fut répandu, c'est bien la faute des contre-révolutionnaires, soutenus par le capitalisme des Alliés et avant tout par celui de l'Angleterre et de la France.

On a tout lieu d'être étonné de l'aversion que ressent M. Brownlie pour les misères et pour les actes sanguinaires, car ne fut-il pas un des champions de la guerre et n'a-t-il pas, sans mot dire, accablé la politique des Alliés envers la Russie, la Hongrie et l'Allemagne ?

Mais analysons la conclusion du discours de M. Brownlie :

« Les ouvriers sont parfaitement dans leur droit; dit-il, lorsqu'ils demandent que l'ordre économique d'aujourd'hui soit changé. Mais si nous sommes tout disposés à appuyer leurs revendications, nous nous sentons obligés de leur dire qu'ils doivent être prêts, s'il est nécessaire, à continuer à travailler dans des conditions qu'ils ne peuvent considérer comme justes, et qui peuvent être dures pour eux. Ils doivent le faire afin de contribuer pour leur part à détruire les misères causées par des injustices plus grandes encore dans d'autres pays et d'aider à diminuer des souffrances qui dépassent les leurs. Nous ne devons pas nous attirer le reproche de n'être que des internationalistes en paroles et de manquer du vrai esprit de fraternité ; nous devons montrer à tous que les ouvriers anglais sont prêts, sans demander aucun profit pour eux-mêmes, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remédier aux terribles maux dans lesquels la guerre a plongé l'Europe. »

Rien, au contraire, objecterons-nous, ne serait plus fait pour montrer que nous ne méritons pas le nom d'internationalistes. En augmentant le rendement industriel, ne donnerions-nous pas au capitalisme international le moyen de continuer la guerre contre des républiques libres ? Si vraiment nous pouvions nous résoudre à travailler dans des conditions qui seraient encore pires que celles d'aujourd'hui, nous reculerions par là même le jour de notre émancipation. Nous ne pouvons assez répéter ce que nous avons dit au commencement. Ce ne sont pas les ouvriers qui portent la responsabilité du chaos dans lequel l'Europe se trouve plongée en ce moment.

En voici assez sur le discours de M. Brownlie. Il pourrait aussi bien avoir été fait par un champion du capitalisme. Ajoutons encore quelques mots pour mieux établir notre point de vue.

Quels sont ceux qui ont intérêt à voir augmenter la production ?

De même que, pendant la guerre, ceux qui étaient le plus acharnés à envoyer les soldats dans les tranchées étaient précisément ceux qui n'y allaient pas, ce sont ceux qui préchent aux ouvriers d'augmenter la production par leur travail qui ne travaillent pas. Ce sont des directeurs de compagnies, des actionnaires, des financiers, des officiers des armées de terre et de mer, des membres du Parlement, des fonctionnaires syndicaux et la grande masse des serviteurs du gouvernement qui font partie de la grande administration bureaucratique. Tous ces gens demandent que la production soit augmentée, mais ils ne feront rien pour y contribuer par leur propre travail. Si tous les bureaucrates du syndicalisme sont tellement soucieux de voir augmenter la production, pourquoi donc ne mettent-ils pas la main à la pâte eux-mêmes ? Il est vrai qu'ils nous répondront qu'ils sont des élus de la masse et que le mouvement syndical ne peut se passer d'eux. Quelle blague ! N'y a-t-il pas un tas de syndiqués qui, trop vieux pour exercer leur métier, seraient tout disposés à occuper des postes de fonctionnaires dans nos syndicats, et qui les rempliraient mieux même que leurs prédécesseurs ?

Quant à la masse des ouvriers, je crois qu'elle se réjouirait fort de voir retourner à la truelle, à la mine, à la fabrique, aux ateliers, les bureaucrates du syndicalisme, si ce n'était que pour les voir peiner à leur tour.

De qui dépend le rendement industriel ?

C'est une grande erreur que de penser que ce sont les ouvriers desquels dépend le rendement industriel. Dans l'ordre économique d'aujourd'hui, la nature et le degré du rendement dépendent des capitalistes. Ce sont les employeurs qui déterminent la nature des marchandises à fabriquer, et dans leurs décisions ils sont exclusivement guidés par des considérations d'intérêt. S'il est plus profitable de bâtir des cinémas ou de fabriquer des automobiles luxueuses que de bâtir des maisons ou de réparer des rails de chemin de fer, l'industrie se tournera vers la fabrication de cinémas et d'automobiles. Puisqu'il en est ainsi et que les employeurs seuls portent la responsabilité de la production, ce ne sera pas aux ouvriers de se casser la tête pour augmenter la production. Tout leur effort ne doit tendre que vers un but : s'emparer des moyens de production, ce qui permettrait de ne fabriquer que les choses essentielles à la vie.

Il ne peut y avoir aucun doute que ce qui restreint la production c'est le système capitaliste lui-même. Comme nous l'avons déjà dit, le capitalisme ne se soucie guère de l'utilité de ce qu'il produit. Aussi des objets de luxe sont-ils fabriqués de préférence aux articles nécessaires, utiles. Ensuite, n'oublions pas que la réaction capitaliste tend de plus en plus à fabriquer de la camelote. Il n'est pas exagéré de dire que nous vivons dans l'âge de la camelote.

Voilà en partie les raisons qui ne permettent pas à l'industrie de parvenir à un vrai rendement. Ajoutez à cela la mauvaise administration, l'incompétence des dirigeants, l'emploi de méthodes surannées et avant tout le mécontentement des ouvriers qui dérive de tous ces facteurs et des défauts du système capitaliste en général. Tout

l'intérêt que l'ouvrier porte à la production dans l'état d'aujourd'hui se réduit à une question de salaires, et il sent instinctivement qu'en augmentant la production il ne fait qu'accroître le chômage. D'autre part, il faut tenir compte de l'immense gaspillage des forces employées à la fabrication de marchandises parfaitement inutiles. La conséquence de tout ce que nous venons d'avancer est que si le rendement doit être augmenté dans l'intérêt de la société, il faut commencer par détruire de fond en comble le capitalisme lui-même.

Suffira-t-il, pour remédier aux abus, de faire mettre les industries sous le contrôle de l'Etat ? Des précédents récents ont démontré aux yeux de tous qu'il n'en est rien. Pendant la guerre, la plupart des industries ont été soumises au contrôle du gouvernement. Or, quelqu'un oserait-il dire que, pendant cette période, les industries aient été mieux administrées ? Ceux qui ont eu la malchance de travailler dans des fabriques contrôlées par le gouvernement peuvent témoigner de l'incapacité qui présidait à l'administration de ces fabriques. Il est vrai que l'on prétend que, pendant le temps où Lloyd George exerçait les fonctions de ministre des armements, la fabrication des munitions augmenta dans une large mesure, et que cette augmentation était due au talent éminent de Lloyd George. Rien de plus faux. Pendant son règne, c'est le mécontentement qui augmenta, et il y eut des grèves fort nombreuses. Si la production fut plus intense, ce fait est dû certainement à l'emploi de machines et aux efforts gigantesques des ouvriers.

Le piège que l'on tend aux ouvriers

Mais pourquoi donc les suppôts du capitalisme montrent-ils tant de zèle pour que les ouvriers augmentent la production ? Croient-ils sincèrement ce qu'ils avancent ? Ce serait mal connaître la situation économique d'aujourd'hui que de ne pas voir les vraies raisons qui incitent le capitalisme à vouloir que le rendement industriel augmente. L'Angleterre souffre d'une crise financière. J'ai devant les yeux un document très intéressant, signé entre autres par J. H. Thomas et J. R. Clynes, dans lequel il est dit qu'il est du devoir des membres du Labour Party d'aider les capitalistes à retrouver leur stabilité financière. Mais comment faire pour y parvenir ? Les conférences et les pourparlers diplomatiques ne sauraient y suffire. Il n'y a qu'un moyen, et c'est l'augmentation de la plus-value, qui n'est autre que la différence de ce que les ouvriers reçoivent en fait de salaire et ce qu'ils produisent réellement. Voici pourquoi le gouvernement et les capitalistes font une telle propagande pour faire augmenter leur production. Ce qu'ils veulent, c'est rétablir d'abord la stabilité financière du capitalisme et, ensuite, continuer la guerre contre la révolution mondiale.

Quelle doit être la tactique des ouvriers ?

La question de l'accroissement de la production, de même que toutes les autres questions se rapportant à la vie nationale et internationale, ne peut être envisagée par les ouvriers que du point de vue de la lutte de classes. Il faut toujours se pénétrer du fait qu'il ne saurait y avoir communauté d'intérêts entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Ce qui est avantageux et profitable pour l'un ne saurait l'être pour l'autre. Lorsque la classe capitaliste créa l'atmosphère d'où devait nécessairement naître la guerre, elle n'agissait que

dans son propre intérêt et parce que la guerre était une guerre capitaliste. Lorsque le gouvernement, qui n'est que le Pouvoir Exécutif de la classe capitaliste, proclama toutes ses lois restrictives pendant la guerre, ce ne fut certainement pas dans l'intérêt de la classe ouvrière. De même quand les ouvriers veulent des salaires plus élevés, une réduction de la journée de travail, des conditions meilleures d'existence, leur volonté est contraire aux buts que se proposent les employeurs qui veulent augmenter leurs profits. Pourquoi, autrement, y aurait-il d'une part les syndicats et de l'autre les associations de patrons ? Tout simplement parce que les intérêts des uns et des autres sont diamétralement opposés. S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait aucune nécessité de s'organiser du tout, ou il n'y aurait qu'une seule organisation pour tous. Il est vrai que beaucoup de fonctionnaires syndicaux travaillent consciemment ou non pour l'intérêt des classes capitalistes. Mais le principe que nous venons d'avancer n'en reste pas moins vrai. Quoi qu'il en soit des fonctionnaires, les intérêts de la masse des syndiqués sont en violente opposition à ceux des employeurs. Les champions de l'accroissement de la production sont des représentants de la classe capitaliste ; ils veulent accroître la plus-value, restaurer l'équilibre financier du capitalisme et donner ainsi à la classe capitaliste plus de pouvoir pour continuer la guerre contre la Russie socialiste et contre la révolution mondiale.

Il suffit de se rendre compte de cela pour voir où est l'intérêt des ouvriers. Tout démontre que le capitalisme est à la veille d'une banqueroute, autant du point de vue financier que de celui des idées. L'augmentation de la production, il est vrai, ne fournira pas au capitalisme des idées nouvelles, mais elle sauvera le capitalisme d'une destruction complète. Or, la question que les ouvriers devront se poser est celle-ci : Le capitalisme vaut-il la peine d'être sauvé ? Si la guerre nous a appris quelque chose, c'est bien l'incapacité totale de la classe capitaliste à administrer l'industrie. L'incapacité et en même temps le cynisme du capitalisme se sont montrés à nu. Partout, rien que des abus, de la corruption, du brigandage, de la brutalité. Nous voyons des politiciens au service du capitalisme poursuivre des campagnes meurtrières, préparer des guerres nouvelles et vouloir user de la classe ouvrière comme de chair à canon pour les intérêts du capitalisme international. Partout, les autorités au service du capitalisme persécutent de la manière la plus odieuse et la plus sanglante les ouvriers révolutionnaires. En un mot, le capitalisme est la quintessence de ce qu'il y a de plus brutal au monde. C'est pourquoi il ne peut y avoir aucun intérêt à sauver ou prolonger la vie d'un pareil système. Plus vite ce système disparaîtra, et mieux cela vaudra pour le genre humain.

Une autre leçon que nous a donnée la guerre, c'est que de toute nécessité le mouvement révolutionnaire devra adopter une nouvelle tactique, de nouvelles idées, une nouvelle philosophie et une nouvelle politique. Un nouveau parti ouvrier devra être fondé en dehors et indépendamment de toute influence capitaliste. Nous devons entièrement tourner le dos au passé capitaliste et nos regards doivent exclusivement se tourner vers l'avenir socialiste. Les anciennes formes d'organisation par métier doivent disparaître, de même que les anciennes formules du syndicalisme telles que : défense et non défi, bon salaire à bon ouvrage, etc. À la place de ces formes surannées, il faut fonder une union ouvrière qui sera révolutionnaire

dans son but et dans son action. La seule question qui désormais peut se poser par les ouvriers est celle-ci : Quelle est la forme d'organisation politique qui mettra les ouvriers à même d'user pleinement, dans leurs unions industrielles, de leur pouvoir économique croissant, et quelle est la meilleure méthode pour accélérer la fin du capitalisme ? Nous pensons que les comités d'ouvriers issus du mouvement des délégués d'ateliers, et inspirés par des buts révolutionnaires, sont le point de départ d'une méthode absolument nouvelle d'organisation politique, et constituent le meilleur moyen de donner au pouvoir économique des ouvriers une nouvelle forme politique. C'est pourquoi nous ne devons pas nous laisser détourner de notre voie par le piège que l'on nous tend et concentrer tous nos efforts pour augmenter le pouvoir des délégués d'ateliers et des comités d'ouvriers.

Le nouveau cri de guerre des ouvriers internationaux doit être : « Prenons l'offensive, détruisons le capitalisme ! »

En Russie, le capitalisme a été détrôné. Et pendant plus de deux ans, l'Armée rouge — l'armée du prolétariat — a repoussé toutes les attaques des légions du capitalisme international. Dénikine et Koltchak ont été battus, Youdénitch a été réduit à l'impuissance. Et maintenant que cela peut se faire sans danger, dix-huit membres du Labour Party — qui Dieu merci « ne sont pas prêts à souscrire aux théories du gouvernement des Soviets » — s'avancent d'un pas assuré et demandent que l'on fasse la paix avec la Russie.

Dans d'autres parties de l'Europe et de l'Amérique, les ouvriers sont en train de se préparer à la lutte finale contre le capitalisme. En Angleterre, quatre ans et demi de guerre et une année de soi-disant paix ont appris aux ouvriers que le vrai ennemi c'est le capitalisme. L'heure est venue. Le capitalisme est à l'agonie. Ouvriers, soyez prêts à rentrer dans votre propriété. Le seul rendement que vous deviez accroître, c'est le rendement de la pensée révolutionnaire, des idées révolutionnaires, de l'action révolutionnaire !

(Traduction et adaptation d'Alix Guillain.)

A nos Amis

Le Bulletin Communiste contient une documentation unique sur le mouvement communiste international.

Le Bulletin Communiste publie tous les documents de la 3^e Internationale.

Le Bulletin Communiste paraît tous les jeudis sur 16, 20, 24 ou 32 pages.

Le Bulletin Communiste doit être en vente dans tous les kiosques

Les Groupes du Comité de la 3^e Internationale et les Sections du Parti Communiste doivent être abonnés au *Bulletin Communiste*.

Le Bulletin Communiste est rédigé par les meilleurs écrivains communistes.

Soutenez par vos souscriptions le *Bulletin Communiste*. Demandez-nous des listes d'abonnement et de souscription. Faites les circuler.

Extrémisme et Opportunisme

L'Internationale Communiste s'est dressée et contre le radicalisme stérile des hommes acquis à l'opportunisme de gauche, et contre l'opportunisme impuissant des sombres héros dont l'activité funeste détruit l'élan et la combativité de la classe ouvrière internationale. Elle a condamné les tendances lévistes, serratiennes et sméralistes en Allemagne, Italie et Tchéco-Slovaquie, aussi bien que la théorie des ultra-extrémistes d'Allemagne et d'Amérique et les symptômes de maladie infantile qui s'étaient manifestés dans le Parti Communiste unifié d'Allemagne durant et après les luttes de mars. C'est entre ces deux écueils dangereux que les Partis Communistes doivent chercher leur voie, menacés de naufrage dans le cas où ils enfreignent les limites qui les séparent de l'opportunisme social-patriotique, social-pacifiste et mi-centriste ou de l'illusionnisme non moins périlleux des « enfants malades ».

Les opportunistes et les ultra-extrémistes, quelque opposées que soient leurs conceptions les unes aux autres, puisent leurs arguments à la même source : le mobile de leurs paroles et de leurs actions est la peur des masses. Lorsqu'en août 1914, la guerre fut populaire et que la foule excitée par la presse nationaliste de tous les pays fêtait, par des orgies, l'apothéose de la haine et de la férocité, les leaders opportunistes du socialisme international s'inclinèrent devant l'ivresse générale, oubliant en moins d'une minute les principes de la lutte de classes et les traditions du socialisme révolutionnaire. Les masses n'étant pas encore gagnées en majorité à la cause de la révolution, les centristes, indépendants et reconstruc-teurs de l'Internationale de Vienne, déclarèrent vouloir respecter l'indifférence de cette majorité inerte, et ils la respectent à un tel point qu'ils ne font pas même le moindre effort pour pousser ces masses à l'insurrection contre le régime capitaliste. L'« immaturité des masses » constitue l'instrument le plus usité dans l'arsenal des lévistes, qui opèrent avec des arguments semblables à ceux des reconstruc-teurs.

Les communistes de gauche craignent la masse encore plus que les opportunistes. Tandis que ceux-ci prétendent tout simplement s'incliner devant la majorité (seulement si elle est passive, cela s'entend !), les ultra-extrémistes en ont tellement peur qu'ils fuient les masses ouvrières. Leur politique syndicale, tendant à la scission des syndicats et, par conséquent, à la séparation du gros des masses laborieuses, pas encore réveillées de leur inertie, en est un témoignage.

N'étant pas en contact avec ses masses de la classe ouvrière, ils prêchent l'action sans égard pour la mentalité des grandes masses, ni pour les circonstances objectives. Tandis que les uns refusent de s'élever au-dessus du niveau des parties arriérées de la classe, les autres plangent dans l'air, la tête pleine d'illusions, sans se rendre

compte d'une réalité avec laquelle ils n'ont aucun contact.

Les décisions du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste sont visiblement inspirées du désir d'éviter ces deux périls qui pourraient faire chavirer des partis révolutionnaires. Tout en restant au-dessus du niveau des masses impassibles et arriérées, les Partis Communistes ont le devoir d'être en intime contact avec la classe ouvrière tout entière. Reconnaisant la mentalité difficile à transformer du gros de toute la population de tous les pays, les sections de la 3^e Internationale doivent se mettre à la portée des masses et de toute action entreprise par le Parti Communiste pour les buts de classe du prolétariat ; ils doivent leur expliquer inlassablement la nécessité de la lutte et leur démontrer chaque jour à nouveau, par des faits irréfutables, puisés dans la vie des masses mêmes, que la lutte décisive est fatale et inéluctable. Voilà ce que le V. K. P. D. n'avait pas su faire dans l'insurrection de mars, et pourquoi il dut fatalement échouer.

Ayant profité des leçons du mouvement de mars, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne cherche maintenant à appliquer la tactique prescrite par le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste. L'Allemagne se trouve à la veille de grandes luttes de classe dont l'envergure dépassera sans doute celle de l'action malheureuse d'Allemagne centrale. L'exécution des conditions des Alliés ruine la vie économique allemande à vue d'œil. La baisse du change du mark allemand a entraîné une hausse des prix qui pousse les travailleurs au désespoir. En même temps, l'Etat bourgeois s'appête à imposer à la population, qui n'en peut plus, des impôts tellement formidables que même les chefs réformistes des syndicats commencent à s'en inquiéter.

L'attitude du V. K. P. D. dans les combats qui s'annoncent déjà par des grèves et des lock-out sporadiques dans tout le Reich, mérite d'être étudiée sérieusement par les autres sections de l'Internationale Communiste. Le Parti français, qui, lui aussi, va à la rencontre de luttes de plus en plus dures, ne doit pas manquer de puiser des leçons dans les expériences des luttes imminentes des camarades allemands.

Le V. K. P. D. a élaboré un programme qui sera soumis au Congrès du Parti, à Iéna (1), concernant la situation financière de l'Allemagne. Après avoir critiqué les projets d'impôts du cabinet allemand, le programme formule des revendications basées sur les intérêts vitaux immédiats de la population ouvrière d'Allemagne. Il oppose aux projets d'impôts du gouvernement bourgeois-socialiste un programme d'impôts grevant les grandes fortunes acquises pendant ou après la guerre, et exigeant que l'Etat participe à toutes les en-

(1) 22 août 1921.

treprises capitalistes, soient-elles commerciales, industrielles ou agricoles, dans une proportion non inférieure à 51 % de leur valeur. Le projet préconise encore le renforcement du contrôle de la production par les ouvriers et les employés.

Ces revendications, qui sont réalisables théoriquement dans l'Etat capitaliste et dont la réalisation équivaudrait pourtant, en pratique, à la suppression de cet Etat, peuvent bien servir de pivot à un mouvement de masses d'énorme envergure, embrassant les millions d'exploités et entraînant toute la classe dans une lutte de plus en plus formidable pour son émancipation finale. Basées sur les besoins de tous les jours, montrant l'issue de la détresse, elles peuvent être l'es-sor qui ébranle la classe prolétarienne d'abord pour des buts immédiats, mais elles démontreront, au cours de l'action, que leur réalisation ne pourra être imposée que par la chute du régime capitaliste. Et c'est ainsi que le programme financier du V. K. P. D. réussira à entraîner les masses tout en les élevant sur le niveau où la claire conception des nécessités de la lutte des classes les poussera vers la conquête du pouvoir politique.

Guéri des erreurs de gauche, commises pendant et après le mouvement de mars, le V. K. P. D. s'efforce maintenant de suivre la ligne prescrite par le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste. Mais il risque, par le programme ci-dessus men-

tionné, de se laisser entraîner dans la faute opposée. Dans les luttes de mars, il a été séparé des masses par le radicalisme stérile de ses appels et sa tactique peu heureuse. Maintenant, il court le risque de perdre de vue les principes capitaux du marxisme, étant trop engagé à chercher le contact avec les grandes masses.

Il lui faudra bien se garder d'éveiller dans les masses la croyance que le programme fiscal élaboré pourrait être réalisé dans l'Etat capitaliste. Il sera nécessaire d'y insister à chaque occasion, de le marteler dans les têtes des prolétaires — et, ce qui sera l'argument le plus efficace, de démontrer aux masses par la pratique que la lutte pour la réalisation de ce programme dépasse les limites de la société capitaliste.

Si le Parti Communiste Allemand oublie d'appuyer sur ces faits, il précipiterait les masses dans les illusions d'un nouvel opportunisme impuissant à résoudre les graves problèmes de nos jours.

Incessamment menacé par les dangers de l'extrémisme stérile et de l'impuissance de l'opportunisme, le mouvement communiste doit chercher sa voie. Il ne la trouvera que grâce à la propre expérience et aux enseignements multiples que la rude réalité donne aux masses pour leur faire passer leurs illusions fallacieuses.

L. REVO.

Le Groupement International des Techniciens

Le syndicalisme des techniciens est de date récente. Les premiers syndicats d'ingénieurs qui ont admis la collaboration avec la classe ouvrière se sont constitués après la guerre. Mais l'idée syndicaliste a été vite comprise par les techniciens, et moins de trois ans après la création de leurs organisations, ils pensent à se fédérer internationalement.

Le premier Congrès international comprenant des techniciens a eu lieu à Vienne, les 10, 11 et 12 août dernier. Organisé par la Fédération Internationale des Employés, qui semble avoir admis les techniciens dans son sein pour mieux les étouffer, il a permis à ceux de ses participants qui avaient leur liberté d'esprit de faire des constatations d'un certain intérêt et qu'il est bon de porter à la connaissance de tous ceux qui veulent servir le syndicalisme et non pas se servir de lui.

La Fédération Internationale des Employés est adhérente à la Fédération Internationale d'Amsterdam. On pourrait même dire qu'elle est la servante de cette dernière, tant sa liberté est limitée. Il semble que les mauvais bergers qui essayent de canaliser le mouvement syndicaliste de tous les travailleurs vers une entente avec les éléments bourgeois se soient rendu compte que tôt ou tard les travailleurs manuels échapperaient à leur emprise et qu'il leur fallait dès maintenant recruter des troupes autre part, notamment dans l'immense prolétariat des employés. En essayant de joindre les techniciens aux employés et de donner ainsi une allure constructive à ce syndicalisme réformiste, les dirigeants de la Fédération Internatio-

nale d'Amsterdam ont pensé fortifier leur situation et utiliser pour leurs fins le nouvel élément d'action sociale que représentent les techniciens.

En se plaçant du point de vue général, le syndicalisme n'a rien à perdre à l'action menée par la Fédération Internationale des Employés : ce sont des troupes qui se réunissent et sur lesquelles les syndicalistes révolutionnaires pourront agir au moment voulu. Mais la situation faite aux techniciens par la Fédération Internationale des Employés ne permettra pas à ceux de ces derniers qui ont déjà adhéré de continuer longtemps leur concours, et elle oblige ceux qui sont restés en dehors de constituer une Fédération Internationale composée uniquement de techniciens.

La mentalité de Fimmen et des dirigeants de la Fédération Internationale d'Amsterdam est telle qu'ils préfèrent étouffer complètement un mouvement syndical que de le voir se développer en dehors des règles qu'ils ont fixées. Ces gens qui prétendent rester immobiles à un moment où l'action doit être la règle ; ces réformistes qui ont peur de tout changement, voient d'un mauvais œil des syndicats nouveaux suivre une voie qu'ils n'ont pas préparée. Pour donner une idée des restrictions qu'ils apportent à l'action syndicale, il suffit de citer que la Fédération Internationale des Employés a refusé d'ajouter à son titre « et techniciens » et que l'on n'a prévu un congrès que tous les trois ans. D'autre part, il n'est pas possible d'adhérer à la Fédération Internationale des Employés sans accepter toutes les directives de la Fédération Internationale d'Amsterdam.

Nous allons donc assister à la création d'une Fédération Internationale des Techniciens, dans laquelle seront groupées les organisations Italiennes, Espagnoles, Anglaises, Américaines, Autrichiennes, Belges, Françaises, etc., qui admettent la collaboration avec les autres organisations de travailleurs et qui étudient sans parti pris les transformations économiques et techniques nécessaires.

Il est du devoir de tous ceux qui comprennent l'importance du syndicalisme des techniciens de favoriser ce dernier en France, de façon que les techniciens français puissent être les initiateurs d'un mouvement international important. Du jour où les questions techniques et économiques seront étudiées mondialement, au lieu d'être étudiées nationalement, les causes de conflits entre les peuples diminueront, la lutte contre les entreprises capitalistes (qui, elles, sont toujours internationales) sera facilitée. Il est de toute importance que les barrières artificielles élevées entre les travailleurs par la bourgeoisie soient abattues dans le plus bref délai. Il n'y a pas assez de différence aujourd'hui entre un ouvrier qualifié et un technicien pour que ces deux salariés n'arrivent pas à se regarder comme des frères. L'union fraternelle faite nationalement permettra une union internationale solide et durable.

J. TRAVAUX.

POUR NOS CAMARADES RUSSES

Le Comité de la 3^e Internationale fait un pressant appel à tous ses adhérents pour qu'ils versent IMMEDIATEMENT le montant d'une de leurs journées de travail au profit de nos camarades de Russie.

Nul n'a le droit de se soustraire à ce geste de solidarité. Envoyer les fonds au camarade Garter, trésorier, 120, rue Lafayette.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

LES BOLCHEVIKS ET LES PAYSANS par N. LENINE

Une brochure 0 40
Franco 0 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Séance du 12 août 1921

La séance est ouverte à 21 h. 10, sous la présidence de Piétri (Pré-Saint-Gervais).

Les groupes des 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 9^e, 11^e, 12^e, 15^e, 17^e, 20^e arrondissements, d'Aubervilliers, Fontenay-sous-Bois, Levallois, Malakoff, Pré-Saint-Gervais, Saint-Maur, sont représentés.

La discussion concernant la politique du Parti Communiste se continue. Sur une question de Lagorgette, Reynaud donne des explications concernant la motion de la C. E. du Comité.

Boyot expose quel a été le rôle du Comité Directeur depuis Tours.

Muller (Saint-Maur) lit une lettre du camarade Marc Polly, emprisonné à la Santé, se plaignant de l'attitude du Parti vis-à-vis des camarades des Jeunesses actuellement détenus.

Gueyman, Jegou, C. Fabre, Metayer, Hagnauer, Vallon, Reynaud, Mandolini interviennent ensuite.

Il est décidé qu'une commission mixte, chargée d'élaborer un texte commun, sera nommée à l'issue de la discussion.

La date de la prochaine réunion plénière est fixée au jeudi 18 août.

Les Secrétaires adjoints ?

René REYNAUD, Albert TREINT.

Jeudi 25 août, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, Réunion Plénière du Comité de la 3^e Internationale.

Ordre du jour :

Suite de la discussion sur la politique du Parti Communiste.

Présence du camarade F. Loriot.

"Bulletin Communiste"

Directeur : BORIS SOUVARINE

A pour Collaborateurs français :

Amédée DUNOIS, Maurice DOMMANGET, Henri GUILBEAUX, Aïx GUILLAIN, A. KER, Fernand LORiot, C.-E. LABROUSSE, Marcel MARTINET, Marcel OLLIVIER, Pierre PASCAL, René REYNAUD, Jacques SADOUL, Albert TREINT, Paul VAILLANT COUTURIER.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur